

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/EEC/217

13 octobre 2003

(03-5394)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## NOTIFICATION

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Commission des Communautés européennes, Direction générale Santé et protection des consommateurs – Direction E (Sécurité alimentaire: phytosanitaire, santé et bien-être des animaux, questions internationales)
3.	<b>Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Un grand nombre de substances actives, de principes chimiques et de micro-organismes utilisés comme produits phytopharmaceutiques (ICS: 65.100: Pesticides et autres produits agropharmaceutiques)
4.	<b>Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> États Membres des Communautés européennes (CE) et pays tiers exportant les produits visés vers les CE
5.	<b>Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié:</b> SANCO/10300/2003 Rev 5. Projet de décision de la Commission concernant la non-inclusion de certaines substances actives dans l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant ces substances
6.	<b>Teneur:</b> Les substances actives mentionnées à l'annexe I du projet de décision ne sont pas incluses dans la liste positive communautaire et les États membres doivent retirer les autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives
7.	<b>Objectif et raison d'être:</b> <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input checked="" type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites  La directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (J.O. L230, 19/08/1991, pages 1 à 32), dans sa dernière version modifiée par la directive 2003/82/CE de la Commission (J.O. L228, 12/09/2003, pages 11 à 28), établit un cadre communautaire harmonisé pour l'autorisation et la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques à des fins de protection de la santé des personnes et de l'environnement. L'article 8 2) de cette directive établit un programme d'une durée de 12 ans pour l'examen graduel des substances actives contenues dans les pesticides présentes sur le marché en vue de leur inclusion dans l'annexe I de la directive.  Les phases 1, 2 et 3 de ce programme de réexamen sont en cours. Pour la quatrième phase, la Commission a adopté le Règlement (CE) n°1112/2002 du 20 juin 2002 établissant les modalités de mise en oeuvre de la quatrième phase du programme de travail visé à l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/414/CEE du Conseil (J.O. L168, 27/06/2002, pages 14 à 30), qui dispose que les producteurs doivent indiquer par voie de notification les substances pour lesquelles ils souhaitent fournir les informations requises pour démontrer la conformité des utilisations.

<p>Le projet de décision présentement notifié prévoit le retrait du marché de toutes les substances actives de la phase 4 que les producteurs ne soutiennent plus.</p> <p>Au total, une centaine de substances devront être retirées du marché par les États Membres au plus tard le 31 décembre 2003, une période de suppression progressive de la vente et de l'utilisation étant prévue jusqu'au 31 décembre 2004 au plus tard (soit une saison de production de plus).</p> <p>Il en va de même pour quinze substances des phases 2 et 3, pour lesquelles le dossier nécessaire n'a pas été soumis, ou que les auteurs de notifications ont cessé de soutenir.</p> <p>Pour un nombre réduit de ces substances actives, la Commission accorderait un nouveau délai de quatre ans d'autorisation et d'utilisation à un nombre limité d'États membres et pour un nombre restreint de cultures</p>
<p><b>8. Norme, directive ou recommandation internationale:</b>  <input checked="" type="checkbox"/> <b>Commission du Codex Alimentarius</b>, <input type="checkbox"/> <b>Office international des épizooties</b>,  <input type="checkbox"/> <b>Convention internationale pour la protection des végétaux</b>, <input type="checkbox"/> <b>Néant</b>  <b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</b></p> <p>Il existe des LMR du CODEX pour plusieurs des substances concernées. La LMR actuellement fixée par la législation communautaire continuera de s'appliquer jusqu'à son réexamen, probablement au milieu de 2005. Pour un nombre limité de substances, la LMR existante s'appliquera au-delà de 2007, jusqu'à son réexamen</p>
<p><b>9. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b>  Document de la Commission européenne (SANCO/10300/2003 Rev.5), disponible en anglais, français et espagnol. La version anglaise est le document de référence.  Après adoption, publication au Journal Officiel, accessible à l'adresse:  <a href="http://europa.eu.int/eur-lex/fr/oj/index.html">http://europa.eu.int/eur-lex/fr/oj/index.html</a></p>
<p><b>10. Date projetée pour l'adoption:</b> 1<sup>er</sup> décembre 2003</p>
<p><b>11. Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b>  Les États Membres doivent retirer toutes les autorisations existantes accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives figurant à l'annexe I du projet de décision avant le 31 décembre 2003. Tout délai de grâce pour les stocks existants devrait prendre fin au 31 décembre 2004.  Pour un nombre limité de substances actives, les autorisations accordées pour des cultures particulières dans certains États Membres doivent être retirées avant le 30 juin 2007, un délai de grâce pour les stocks existants étant prévu jusqu'au 31 décembre 2007 au plus tard.</p>
<p><b>12. Date limite pour la présentation des observations:</b> 60 jours après la date de notification  <b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>autorité nationale responsable des notifications</b> (autorité des CE responsable des notifications), <input type="checkbox"/> <b>point d'information national ou adresse, numéro de télex et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b></p>
<p><b>13. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> <input type="checkbox"/> <b>autorité nationale responsable des notifications</b>, <input checked="" type="checkbox"/> <b>point d'information national</b> (point d'information des CE) <b>ou</b> <b>adresse, numéro de télex et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b></p>